ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 11 septembre 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'article 33quater de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat", a donné le 23 septembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 september 1992 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "tot wijziging van het artikel 33quater van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het rijkspersoneel", heeft op 23 september 1992 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"De hoogdringendheid is gemotiveerd als volgt :

Het artikel 33quater van het koninklijk besluit van 2/10/1937 voorziet dat de stagecommissie is samengesteld uit drie opperambtenaren per taalrol.

Alleen binnen het raam van een nieuwe personeelsformatie kan aan deze vereiste worden voldaan. Het oorspronkelijk gestelde doel deze personeelsformatie tegen 30 juni 1992 in werking te laten treden, kon niet worden verwezenlijkt.

Het is nochtans dringend noodzakelijk de stagecommissie in september bijeen te roepen om de normale werking van het Ministerie mogelijk te maken, door ambtenaren vanaf rang 13 in de commissie te laten zetelen. Tegelijkertijd wordt de commissie aangepast aan artikel 16 van de algemene principes".

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Il n'est pas d'usage d'indiquer dans l'intitulé d'un arrêté, l'article que le projet tend à modifier. Les mots : "l'article 33quater de" devraient être omis.

Préambule.

Alinéa 1er.

Le pouvoir de l'Exécutif de fixer le statut de ses agents trouve son origine dans l'article 40 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relatives aux institutions bruxelloises, qui rend applicable à la Région de Bruxelles-Capitale l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Dès lors que la loi spéciale du 12 janvier 1989 est visée à l'alinéa 2 du préambule, il paraît superflu de viser aussi la loi spéciale du 8 août 1980.

L'alinéa 1er doit donc être omis.

*

Il y a lieu d'insérer, avant le visa de l'avis du Conseil d'Etat, un alinéa 3 rédigé de la manière suivante :

"Vu le protocole 92/14 du comité de secteur 15 du 31 juillet 1992;".

Proposant.

Il convient d'écrire :

"Sur la proposition du ministre de la Fonction publique".

Dispositif.

Articles 1er à 3.

L'usage recommande de grouper en un seul article toutes les modifications apportées à la même disposition.

Par ailleurs, au lieu de remplacer deux paragraphes sur trois de l'article 33quater de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat puis d'en ajouter un quatrième, mieux vaudrait remplacer tout l'article.

A cet effet, la disposition devrait être rédigée selon le schéma suivant :

"Article premier.

L'article 33quater de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, y inséré par l'arrêté royal du 21 novembre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 33quater. § 1er... (article 1er du projet).

§ 2... (article 2 du projet).

§ 3... (paragraphe 3 de l'article 33quater de l'arrêté royal du 2 octobre 1937).

§ 4... (article 3 du projet)".

Examen des articles.

Article 1er du projet
(article 33quater, § 1er, en projet).

1. Des explications complémentaires fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort que la Commission des stages serait composée de la manière suivante :

1° une délégation de l'autorité formée de trois fonctionnaires généraux par rôle linguistique, soit six membres;

2° une délégation syndicale formée de trois représentants, par rôle linguistique, des organisations syndicales représentatives, soit six membres également;

3° le secrétaire permanent au recrutement ou son adjoint, désigné comme président de la commission.

Le secrétaire permanent au recrutement ou son adjoint seraient appelés à diriger les débats; ils n'auraient pas voix délibérative, mais prendraient la décision finale en cas de partage des voix lors du vote (article 2 du projet).

La question se pose, toutefois, de savoir si le principe de parité instauré par l'article 16, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent serait

respecté dans le système envisagé par les auteurs du projet; en effet, dans ce système, le secrétaire permanent au recrutement ou son adjoint serait en surnombre par rapport aux membres désignés par l'autorité et pourrait prendre la décision en cas de partage des voix.

L'article 16, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux prévoit que la commission doit être composée, pour moitié, de membres désignés par l'autorité compétente et, pour moitié, de membres désignés par les organisations syndicales représentatives. Il ne prévoit nullement, pas plus que le rapport au Roi précédant l'arrêté, qu'un président puisse être désigné en surnombre par l'autorité, quel que soit le rôle qui lui serait assigné (1).

Le principe de parité veut que la commission ne soit composée que d'un nombre pair de membres, ce qui n'empêche nullement de prévoir que le secrétaire permanent au recrutement ou son adjoint soit désigné comme président parmi les six membres désignés par l'autorité, la mission qui lui est impartie par le texte en projet apparaissant comme le corollaire de sa compétence générale, telle qu'elle résulte de l'article 87, § 2, alinéa 1er, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

---

(1) Pour sa part, l'article 33bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 22 novembre 1991 précité relatif à la composition de la commisision interdépartementale des stages, reprend d'ailleurs le président de la commission (qui est également le secrétaire permanent au recrutement) parmi les membres désignés par l'autorité.

La disposition en projet doit donc être revue en conséquence. Il convient, en outre, de ne pas utiliser les termes "délégation de l'autorité" et "délégation syndicale", afin d'éviter toute confusion avec les mêmes notions relatives aux organes de négociation et de concertation prévus par le statut syndical (1).

2. L'article 33quater, § 1er, alinéa 2, en projet serait mieux rédigé comme suit :

"L'Exécutif désigne, en outre, en qualité de membre suppléant, deux fonctionnaires généraux par rôle linguistique, ainsi que, sur la proposition des organisations syndicales représentatives, trois représentants de celles-ci".

3. A l'article 33quater, § 1er, alinéa 3, les mots "à titre transitoire" doivent être omis. Il s'agit, en effet, d'une disposition dérogatoire applicable lorsque se réalisera la condition prévue, non d'une disposition transitoire.

Article 2 du projet
(article 33quater, § 2, en projet).

Le paragraphe 2 en projet tend à assurer la parité au sein de la commission des stages, non plus au niveau de sa composition théorique (ce qui est le but de l'article 1er

(1) Voyez à cet égard la formulation de l'article 33bis, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

du projet), mais bien lorsqu'elle est appelée à délibérer. D'après les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, les dispositions en projet doivent se comprendre comme suit :

1° la commission ne pourra délibérer valablement que lorsque six membres au moins seront présents;

2° lorsque seuls six membres seront présents, deux conditions minimales seront, en outre, exigées :

a) quatre membres devront appartenir au même rôle linguistique que le stagiaire ou avoir fourni la preuve qu'ils connaissent suffisamment la seconde langue;

b) il devra y avoir, parmi les six membres, autant de fonctionnaires désignés par l'autorité que de membres désignés par les organisations syndicales représentatives;

3° lorsque sept membres ou plus seront présents, il appartiendra au président de la commission de rétablir, le cas échéant, en concertation avec les délégations respectives la parité, lors des délibérations.

Un tel système respecte la règle minimale fixée par l'arrêté royal sur les principes généraux, à savoir la composition paritaire de la commission. Rien n'empêche de prévoir, comme le fait le projet, dans le cadre de l'autonomie reconnue aux Communautés et au Régions par le législateur spécial, des règles supplémentaires, notamment la parité lors des délibérations et des votes.

Toutefois, compte tenu des observations formulées au sujet de l'article 33quater, § 1er, en projet, et dans le but de mieux faire ressortir l'intention des auteurs du projet, le texte suivant est proposé :

"§ 2. La commission délibère valablement au sujet d'un stagiaire lorsque six de ses membres, au moins, sont présents.

Lorsque seulement six membres sont présents :

1° quatre doivent appartenir au même rôle linguistique que le stagiaire ou avoir fourni la preuve (... la suite comme au 1° en projet);

2° autant de membres désignés par l'autorité que de membres désignés par les organisations syndicales représentatives doivent être présents.

Lorsque sept membres au moins sont présents, la parité est, le cas échéant, rétablie au cours de la délibération, sur la proposition du président et en concertation avec les membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante".

Article 4 du projet
(devenant l'article 2).

Il faut écrire : "... sa publication au Moniteur belge".

Article 5 du projet
(devenant l'article 3).

Il faut écrire :

"Art. 3. Le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"De hoogdringendheid is gemotiveerd als volgt :

Het artikel 33quater van het koninklijk besluit van 2/10/1937 voorziet dat de stagecommissie is samengesteld uit drie opperambtenaren per taalrol.

Alleen binnen het raam van een nieuwe personeelsformatie kan aan deze vereiste worden voldaan. Het oorspronkelijk gestelde doel deze personeelsformatie tegen 30 juni 1992 in werking te laten treden, kon niet worden verwezenlijkt.

Het is nochtans dringend noodzakelijk de stagecommissie in september bijeen te roepen om de normale werking van het Ministerie mogelijk te maken, door ambtenaren vanaf rang 13 in de commissie te laten zetelen. Tegelijkertijd wordt de commissie aangepast aan artikel 16 van de algemene principes".

Onderzoek van de tekst.

Opschrift.

Het is niet gebruikelijk in het opschrift van een besluit het artikel te vermelden dat het ontwerp wil wijzigen. De woorden : "het artikel 33quater van" zouden moeten vervallen.

Aanhef.

Eerste lid.

De bevoegdheid van de Executieve om het statuut van haar ambtenaren te bepalen vindt haar oorsprong in artikel 40 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, waarbij artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus tot hervorming der instellingen toepasselijk wordt verklaard op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Aangezien het tweede lid van de aanhef naar de bijzondere wet van 12 januari 1989 verwijst, lijkt het overbodig ook naar de bijzondere wet van 8 augustus 1980 te verwijzen.

Bijgevolg moet het eerste lid vervallen.

*

Vóór de verwijzing naar het advies van de Raad van State dient een derde lid ingevoegd te worden dat luidt als volgt :

"Gelet op het protocol 92/14 van sectorcomité 15 van 31 juli 1992;".

Voordrachtformulier.

Men dient te schrijven :

"Op de voordracht van de Minister van Openbaar Ambt".

Bepalend gedeelte.

Artikelen 1 tot 3.

Zoals gebruikelijk is dienen alle wijzigingen die in dezelfde bepaling worden aangebracht, in één enkel artikel te worden samengebracht.

Voorts zou het beter zijn in plaats van twee van de drie paragrafen van het artikel 33quater van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het rijkspersoneel te vervangen en er vervolgens een vierde aan toe te voegen, het hele artikel te vervangen.

De bepaling zou dan volgens het onderstaande schema geredigeerd moeten worden :

"Artikel 1. Artikel 33quater van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 21 november 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 33quater. § 1. ... (artikel 1 van het ontwerp).
§ 2. ... (artikel 2 van het ontwerp).
§ 3. ... (paragraaf 3 van artikel 33quater van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937).

.../...

§ 4. ... (artikel 3 van het ontwerp)".

Onderzoek van de artikelen.

Artikel 1 van het ontwerp
(het ontworpen artikel 33quater, § 1).

1. Uit de aanvullende verklaringen van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat de stagecommissie als volgt zou zijn samengesteld :

1° een overheidsdelegatie bestaande uit drie ambtenaren-generaal per taalrol, zijnde zes leden;

2° een vakbondsdelegatie bestaande uit drie vertegenwoordigers per taalrol van de representatieve vakorganisaties, zijnde eveneens zes leden;

3. de Vaste Wervingssecretaris of zijn adjunct, aangewezen als voorzitter van de commissie.

De Vaste Wervingssecretaris of zijn adjunct zouden de debatten moeten leiden; ze zouden niet stemgerechtigd zijn, maar wel de eindbeslissing nemen in geval van staking van stemmen (artikel 2 van het ontwerp).

De vraag rijst echter of het pariteitsbeginsel, ingesteld bij artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijks-

ambtenaren, die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, geëerbiedigd zou worden in de regeling waaraan de stellers van het ontwerp denken; in die regeling zou de Vaste Wervingssecretaris of zijn adjunct immers in overtal zijn ten opzichte van de leden die door de overheid zijn aangewezen en zou zijn stem in geval van staking van stemmen beslissend zijn.

Artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes stelt dat de commissie voor de ene helft samengesteld moet zijn uit leden die door de bevoegde overheid zijn aangewezen en voor de andere helft uit leden die door de representatieve vakorganisaties zijn aangewezen. Het vermeldt geenszins, evenmin als het verslag aan de Koning dat aan het besluit voorafgaat, dat de overheid een voorzitter in overtal mag aanwijzen, ongeacht de rol welke aan deze laatste zou worden toebedeeld (1).

Het pariteitsbeginsel vereist dat de commissie alleen uit een even aantal leden bestaat, wat geenszins uitsluit dat de Vaste Wervingssecretaris of zijn adjunct tot voorzitter kan worden gekozen uit de zes leden die door de overheid zijn aangewezen, aangezien de taak die hem in de

---

(1) Artikel 33bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij voornoemd koninklijk besluit van 22 november 1991, dat de samenstelling van de interdepartementale stagecommissie betreft, vermeldt zijnerzijds de voorzitter van de commissie (die ook de Vaste Wervingssecretaris is) trouwens bij de leden die door de overheid worden aangewezen.

ontworpen tekst wordt toegemeten, lijkt voort te vloeien uit zijn algemene bevoegdheden, zoals die blijken uit artikel 87, § 2, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De ontworpen bepaling moet bijgevolg herzien worden. Het is bovendien raadzaam de termen "overheidsdelegatie" en "vakbondsdelegatie" niet te gebruiken om iedere verwarring met dezelfde begrippen in verband met de onderhandelings- en overlegorganen waarin wordt voorzien bij het vakbondsstatuut, te vermijden (1).

2. Het zou beter zijn het ontworpen artikel 33quater, § 1, tweede lid, als volgt te redigeren :

"De Executieve wijst bovendien twee ambtenaren-generaal per taalrol en, op de voordracht van de representatieve vakbondsorganisaties, drie vertegenwoordigers hiervan aan in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid".

3. In artikel 33quater, § 1, derde lid, moeten de woorden "bij wijze van overgangsmaatregel" vervallen. Het gaat hier immers om een afwijkende bepaling die van toepassing zal zijn wanneer de vastgestelde voorwaarde vervuld is, niet om een overgangsmaatregel.

---

(1) Zie in verband hiermee de formulering van artikel 33bis, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Artikel 2 van het ontwerp
(het ontworpen artikel 33quater, § 2).

De ontworpen § 2 wil de pariteit binnen de stagecommissie waarborgen, niet meer wat de theoretische samenstelling ervan betreft (wat het doel is van artikel 1 van het ontwerp), maar wanneer zij moet beraadslagen. Volgens de inlichtingen die door de gemachtigde ambtenaar zijn verstrekt, moeten de ontworpen bepalingen als volgt begrepen worden :

1° de commissie kan alleen geldig beraadslagen wanneer er ten minste zes leden aanwezig zijn;

2° wanneer er slechts zes leden aanwezig zijn, worden twee bijkomende minimumvoorwaarden gesteld :

a) vier leden moeten tot dezelfde taalrol als de stagiair behoren of bewezen hebben dat ze voldoende kennis van de tweede taal hebben;

b) onder de zes leden moeten zich evenveel ambtenaren aangewezen door de overheid bevinden als leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties;

3° wanneer zeven of meer leden aanwezig zijn, is het de taak van de voorzitter van de commissie om, in voorkomend geval, in overleg met de respectieve delegaties de pariteit bij de beraadslagingen te herstellen.

Een dergelijke regeling eerbiedigt de minimumregels die bij het koninklijk besluit inzake de algemene principes zijn vastgesteld, namelijk de paritaire samenstelling van de commissie. Niets staat eraan in de weg dat, zoals het ontwerp doet, bijkomende regels worden vastgesteld in het kader van de autonomie die door de bijzondere wetgever aan de gemeenschappen en de gewesten is toegekend, inzonderheid de pariteit bij de beraadslagingen en bij de stemmingen.

Gelet op de opmerkingen die gemaakt zijn inzake het ontworpen artikel 33quater, § 1, en met het oogmerk de bedoeling van de stellers van het ontwerp beter te doen uitkomen, wordt evenwel de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. De commissie beraadslaagt geldig over een stagiair als ten minste zes van de leden ervan aanwezig zijn.

Wanneer er slechts zes leden aanwezig zijn :

1° moeten vier ervan tot dezelfde taalrol als de stagiair behoren of bewezen hebben dat (... voorts zoals in 1° van het ontwerp);

2° moeten er evenveel leden aangewezen door de overheid als leden aangewezen door de representatieve vakorganisaties aanwezig zijn.

Wanneer er ten minste zeven leden aanwezig zijn wordt de pariteit, in voorkomend geval, tijdens de beraad-

slaging hersteld op voorstel van de voorzitter en in overleg met de aanwezige leden.

In geval van staking van stemmen is die van de voorzitter beslissend".

Artikel 4 van het ontwerp (dat artikel 2 wordt).

De Nederlandse tekst dient als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 5 van het ontwerp (dat artikel 3 wordt).

Men dient te schrijven :

"Art. 3. De minister die bevoegd is voor het Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J. MESSINNE, conseillers d'Etat,
Y. BOUCQUEY, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a é té vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN, conseiller d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, staatsraad.

Le rapport a été présenté par M. J. JAUMOTTE, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. C.-L. CLOSSET.